

Bureau Veritas Exploitation SAS

BV EXPL-AIX EN PROVENCE 2
405 rue Emilien Gautier
ZA LENFANT
13593 AIX-EN-PROVENCE France
Mail : emilie.kauffmann@bureauveritas.com

A l'attention de BIANCO Stéphane

UNION GEST ETS CAIS ASS MAL PACA
759 CHE DE CAMPS BOURJAS
83610 COLLOBRIERES

Rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration

Contrôle complémentaire - Rubrique 2910



Intervention du 22/03/2024

Coordonnées du site :

Nom du site : UGECAM Collobrières
Latitude : 6.279283
Longitude : 43.228807

Lieu d'intervention :

759 CHE DE CAMPS BOURJAS
83610 COLLOBRIERES

Numéro d'affaire : 16905552

Référence du rapport : 16905552/S2.2.1.R

Rédigé le : 22/03/2024

Par : Emilie KAUFFMANN

Ce document a été validé par son auteur

Ce rapport contient 1 fiche

Accréditation Cofrac n° 3-1341, inspection

Liste des sites accrédités et portée disponible sur www.cofrac.fr

INTRODUCTION

Ce contrôle est réalisé en application des dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.

Rappel de la réglementation

Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 8 décembre 2022 (JO n° 297 du 23 décembre 2022).

L'annexe II reprend les dispositions applicables aux installations existantes.

Les installations relevant du régime de la déclaration au titre des ICPE et incluses dans un établissement soumis à autorisation ou à enregistrement ne sont pas concernées par le contrôle périodique. Sont également dispensées de contrôle les installations bénéficiant d'un enregistrement au système communautaire de management et d'audit (EMAS) si la déclaration environnementale couvre la conformité des installations classées à la réglementation.

Les non-conformités majeures (NCM) sont définies dans l'arrêté ministériel faisant l'objet du présent contrôle. A défaut, les écarts relevés doivent être considérés comme des autres non-conformités (ANC).

Dans le cas de constat de non-conformité majeure, l'exploitant est tenu de remettre à l'organisme de contrôle sous trois mois à compter de la réception du présent rapport un échéancier de mise en conformité et de solliciter un contrôle complémentaire, qui ne portera que sur les points de contrôle ayant donné lieu à une non-conformité majeure, dans un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de manquement ou de persistance de la NCM à l'issue du contrôle complémentaire, l'organisme agréé saisit l'autorité compétente.

EXPLOITANT

Nom de l'exploitant	UNION GEST ETS CAIS ASS MAL PACA		Site	COLLOBRIE RES
Adresse	759 CHE DE CAMPS BOURJAS 83610 COLLOBRIERES			
Date de la demande (Copie de la demande en annexe)	22/01/2024			
Date de déclaration de l'installation	18/12/2019	Date de mise en service de l'installation	05/08/2021	
Date du dernier contrôle	09/02/2023	Contrôleur et Organisme	BV - E. KAUFFMANN	
Présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de l'article L. 512-12 du code de l'environnement ou de l'article R.512-52		Liste des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée : Aucun arrêté préfectoral spécifique ne s'applique à cette installation		
Nombre de salariés de la structure contrôlée	TPE (moins de 10 salariés) <input type="checkbox"/>	PME (entre 10 et 250 salariés) <input type="checkbox"/>	Grande entreprise (plus de 250 salariés) <input checked="" type="checkbox"/>	Appartenance à un groupe <input checked="" type="checkbox"/> Nom du Groupe: UGECAM
Site certifié ISO 14001	OUI <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/>		

CONTRÔLE PERIODIQUE

Rapport de contrôle n°	16905552/S2.2.1.R	Date du contrôle :	22/03/2024
Contrôleur	Emilie KAUFFMANN	Type de contrôle	Initial <input type="checkbox"/> Complémentaire <input checked="" type="checkbox"/>
Date d'émission du rapport	22/03/2024		
Type d'indépendance d'organisme au sens de la norme NF EN ISO/CEI 17020	A <input type="checkbox"/>	B <input type="checkbox"/>	C <input checked="" type="checkbox"/> Conception ou/et Fabrication ou/et Maintenance de la présente installation : oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Bilan du contrôle périodique	Nombre de non-conformités majeures : 1		Nombre des autres non-conformités : 9
Bilan du contrôle complémentaire	Nombre de non-conformités majeures maintenues : 0		

CONSTATS DU CONTROLE INITIAL

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 8 décembre 2022 (JO n° 297 du 23 décembre 2022).					
CARACTERISTIQUES					
1 DISPOSITIONS GENERALES					
1.3 Dossier installation classée					
<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans de l'installation tenus à jour ; - la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des mesures sur les effluents gazeux et liquides et le bruit, les rapports des visites et un relevé de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire, pendant une période d'au moins six ans ; - un relevé des mesures prises en cas de non-respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques pendant une période d'au moins six ans ; - les documents prévus aux points 1.1.2, 2.7, 2.16, 3.5, 3.6, 3.7, 3.8, 4.1, 4.2, 4.5, 4.6, 5.1.2, 5.9 et 7.5 ; - un relevé du nombre d'heures d'exploitation par an de l'installation, sur une période d'au moins six ans ; - l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent ; - le détail du calcul de la hauteur de cheminée ; - un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation, à conserver pendant une période d'au moins six ans. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les données transmises par l'exploitant, sur demande du préfet, en vue de l'application de l'article R. 515-116-1 du code de l'environnement, sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la preuve du dépôt de la déclaration et les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques de l'installation de combustion et le traitement de ces résultats de manière à permettre la vérification du respect de la valeur limite d'émission ; - le relevé du bon fonctionnement continu du dispositif antipollution secondaire permettant le 					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
respect des valeurs limites d'émission ; - le relevé du nombre d'heures d'exploitation ; - le relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation ; - le relevé de tout dysfonctionnement ou toute panne du dispositif antipollution secondaire ; - le relevé des cas et des mesures prises en cas de non-respect des valeurs limites d'émission citées aux points 6.2.4, 6.2.5 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté.					
1.3 Présence de la preuve de dépôt de la déclaration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/280223/105950/0 Absence de preuve de dépôt de la déclaration initiale, seule une déclaration au bénéfice des droits acquis est disponible
1.3 Vérification de la puissance thermique nominale de l'ensemble des installations de combustion au regard de la puissance thermique nominale totale déclarée	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
1.3 NCM Vérification que la puissance thermique nominale est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
1.3 Présence des prescriptions générales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
1.3 Présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/204834/0 Sans objet car absence d'Arrêté Préfectoral spécifique pour ce site.
1.3 Présence de plans tenus à jour	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/204850/0 Présence de plan non à jour
1.3 Présence du nombre d'heures d'exploitation par an	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
1.3 NCM Vérification que le nombre d'heures d'exploitation par an est inférieur à 500 heures pour les appareils de combustion pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/205022/0 L'exploitant ne s'est engagé à faire

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
faire fonctionner moins de 500 heures par an					fonctionner aucun appareil de combustion moins de 500 heures par an
1.3 Vérification de la présence du relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/205056/0 Absence de relevé
2 IMPLANTATION-AMENAGEMENT					
2.1 Règles d'implantation					
<p>L'implantation des appareils satisfait aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, les appareils eux-mêmes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des voies à grande circulation ; - 10 mètres des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation. Cette disposition n'est pas applicable aux réservoirs internes équipant certains appareils et nécessaires à leur fonctionnement. <p>Lors de la mise en service des appareils de combustion, si l'implantation des appareils ne respecte pas ces dispositions d'éloignement, les appareils sont abrités dans des locaux respectant les dispositions du deuxième alinéa du point 2.4.2 de la présente annexe. Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières, les turbines ou les moteurs, associés ou non à une postcombustion), sont implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus. Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.</p> <p>Point 2.4.2 :</p> <p>De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues au point 2.1 de la présente annexe ne peuvent être respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - parois, couverture et plancher haut REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; - portes intérieures EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; - porte donnant vers l'extérieur EI 30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) au moins. 					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
<p>R : capacité portante. E : étanchéité au feu. I : isolation thermique. Les classifications sont exprimées en minutes</p>					
2.1 Distance entre l'installation et les limites de propriété	■	□	□	□	
2.1 Distance entre les appareils de combustion et des installations mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables ou justificatif des caractéristiques de comportement au feu	■	□	□	□	
2.1 Implantation des appareils de combustion destinés à la production d'énergie dans un local réservé à cet usage	■	□	□	□	
2.1 Existence d'un capotage ou équivalent pour les appareils de combustion placés en extérieur	□	□	□	■	Code Obs: EK/240223/205223/0 Sans objet car cette prescription réglementaire n'est pas applicable aux installations de combustion à l'intérieur d'un local réservé à cet usage.
2.3 Interdiction d'activités au-dessus des installations					
Les installations ne sont pas surmontées de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques. Elles ne sont pas implantées en sous-sol de ces bâtiments.					
2.3 Absence de bâtiments occupés par des tiers, habités ou à usage de bureaux au-dessus des installations	■	□	□	□	
2.5 Accessibilité					
<p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Des aires de stationnement sont aménagées pour accueillir les véhicules assurant</p>					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
l'approvisionnement en combustible et, le cas échéant, l'évacuation des cendres et des mâchefers. Cette disposition ne concerne pas les installations dont le nombre d'heures d'exploitation est inférieure à 500 h/an. Un espace suffisant est aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.					
2.5 Présence d'une voie-engin ou d'une voie-échelle, s'il y a lieu	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.6 Ventilation					
Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent. En cas de ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.					
2.6 Présence d'ouvertures en parties haute et basse ou d'un moyen équivalent	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.7 Installations électriques					
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Le respect des normes NF C 15-100 (2015) et NF C 14-100 (2008) est présumé répondre aux					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
exigences réglementaires définies au présent article.					
2.7 Présence de rapport justifiant que les installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées	■	□	□	□	
2.9 Rétention des aires et locaux de travail					
Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont, de préférence, récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au point 7.					
2.9 Etanchéité des sols (par examen visuel : nature du sol et absence de fissures).	■	□	□	□	
2.9 Capacité des aires et locaux à recueillir les eaux répandues (présence de seuil par exemple)	■	□	□	□	
2.10 Cuvettes de rétention					
<p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite). L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteurs de remplissage.</p> <p>Les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion sont munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent point. Leur capacité est strictement limitée au besoin de l'exploitation.</p>					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
<p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui est maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Les déchets récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont gérés comme les déchets.</p> <p>Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>					
2.10 NCM Présence de cuvettes de rétention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/205659/0 Sans objet, aucun stockage de produit dangereux n'est réalisé dans le local chaufferie
2.10 NCM Respect du volume minimal de la capacité de rétention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/205835/0 Sans objet, aucun stockage de produit dangereux n'est réalisé dans le local chaufferie
2.10 NCM Pour les capacités intermédiaires ou nourrices alimentant les appareils de combustion, présence de dispositifs permettant d'éviter tout débordement et de cuvettes de rétention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/205934/0 Sans objet, aucun stockage de produit dangereux n'est réalisé dans le local chaufferie
2.10 Etanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature et absence de fissures)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/210004/0 Sans objet, aucun stockage de produit dangereux n'est réalisé dans le local chaufferie

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
2.10 Position fermée du dispositif d'obturation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/210111/0 Sans objet, aucun stockage de produit dangereux n'est réalisé dans le local chaufferie
2.10 Présence de cuvettes de rétention séparées pour produits susceptibles réagir dangereusement ensemble	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/210126/0 Sans objet, aucun stockage de produit dangereux n'est réalisé dans le local chaufferie
2.10 Pour les installations déclarées après le 1er janvier 1998, pour le stockage sous le niveau du sol, présence de réservoir en fosse maçonnée ou assimilés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/210202/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence de stockage en sous-sol.
2.10 Pour les réservoirs fixes, présence de jauge	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.10 NCM Pour les stockages enterrés, présence de limiteurs de remplissage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/210230/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence de stockage en réservoir enterré.
2.13 Alimentation en combustible					
<p>Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive.) et repérées par les couleurs normalisées.</p> <p>Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments ou du local s'il y en a, pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. 					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
<p>Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</p> <p>Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.</p> <p>Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Ce dispositif vient s'ajouter au dispositif de coupure générale.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.</p> <p>Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p> <p>La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manouvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.</p>					
2.13 Repérage des réseaux d'alimentation en combustible avec des couleurs normalisées	■	□	□	□	
2.13 NCM Présence d'un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit	■	□	□	□	
2.13 NCM Positionnement du dispositif de coupure à l'extérieur des bâtiments ou du local abritant l'installation de combustion et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible	■	□	□	□	

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
2.13 Accessibilité du dispositif de coupure	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.13 Signalement du dispositif de coupure	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.13 Présence d'un affichage indiquant le sens de la manoeuvre ainsi que les positions ouverte et fermée du dispositif de coupure	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.13 NCM Dans les installations alimentés en combustibles gazeux, présence de deux vannes automatiques redondantes(en série sur la conduite d'alimentation en gaz)	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.13 NCM Présence d'un asservissement des deux vannes automatiques à au moins deux capteurs de détection de gaz et à un pressostat	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.13 Pour les appareils de réchauffage de combustible liquide, présence d'un dispositif limiteur de température, indépendant de la régulation de l'appareil de réchauffage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/134247/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence combustible liquide nécessitant un réchauffage pour sa mise en oeuvre.
2.13 NCM Présence d'un organe de coupure rapide sur chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.14 Contrôle de la combustion					
Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.					
2.14 Présence de dispositifs sur les appareils de combustion permettant, d'une part,	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation					
2.14 NCM Pour les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux, présence d'un dispositif de contrôle de flamme entraînant la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas de défaut de fonctionnement	■	□	□	□	
2.15 Aménagement particulier					
La communication entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectue par un sas fermé par deux portes pare-flammes 1/2 heure.					
2.15 En cas de communication, présence d'un sas fermé par deux portes pare-flammes 1/2 heure entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant des gaz et d'autres locaux	□	□	□	■	Code Obs: EK/240223/211311/0 Absence de communication
2.16 Détection de gaz - Détection incendie					
<p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 2.7 de la présente annexe.</p> <p>Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, la disposition concernant la LIE de 30 % s'applique à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>Un dispositif de détection automatique d'incendie équipe les locaux abritant tout type d'installation de combustion ou directement l'appareil de combustion, comme mentionné au point 4.2 de la présente annexe.</p> <p>Pour les installations dont le dossier de déclaration est antérieur au 1er mars 2023, et qui ne</p>					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
sont pas situées en sous-sol, la détection automatique d'incendie s'applique à compter du 1er juillet 2024. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.13 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.					
2.16 NCM Pour les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou implantées en sous-sol, présence d'un dispositif de détection de gaz possédant les critères décrits ci-dessus	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.16 NCM Pour les locaux abritant une installation de combustion, présence d'un dispositif de détection d'incendie dans les locaux ou sur l'appareil de combustion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/280223/110715/0 Applicable à partir du 01/07/2024
2.16 Présence d'un plan repérant ce ou ces dispositif(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/211606/0 Applicable à partir du 01/07/2024
2.16 Présence des résultats de contrôles des dispositifs de détection d'incendie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/211804/0 Applicable à partir du 01/07/2024
3 EXPLOITATION - ENTRETIEN					
3.2 Contrôle de l'accès					
Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, n'ont pas un accès libre aux installations, nonobstant les dispositions prises en application du point 2.5, alinéa 1.					
3.2 Présence d'une barrière physique (exemple : clôture, fermeture à clef ...) interdisant l'accès libre aux installations	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.3 Connaissance des produits, étiquetage					
Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
3.3 Présence des fiches de données de sécurité	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.3 Présence et lisibilité des noms de produits et symboles de danger sur fûts, réservoirs, emballage	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.5 Etat des stocks des produits					
L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Les matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation ne sont pas stockées dans les locaux abritant les appareils de combustion.					
3.5 Présence de l'état des stocks (la nature et la quantité) de produits dangereux	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.5 Présence de l'état (la nature et la quantité) des combustibles consommés	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.5 Conformité des stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle à l'état des stocks	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.5 Adéquation entre la nature du combustible déclaré et le combustible utilisé le jour du contrôle	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.5 Présence du plan général des stockages	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/211910/0 Absence de plan à jour
3.5 Absence de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation à l'intérieur des locaux abritant des appareils de combustion	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.6 Consignes d'exploitation					
Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien.) font l'objet de consignes d'exploitation					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
<p>écrites. Ces consignes, portées à la connaissance du personnel, prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances qui en résultent ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; - les conditions de stockage des produits ; - la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ; - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ; - les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible. <p>Les consignes relatives aux périodes de démarrages et d'arrêts sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dès la mise en service des appareils de combustion mis en service après le 20 décembre 2018 ; - à compter du 1er janvier 2020 pour les autres appareils de combustion. 					
3.6 Présence de chacune de ces consignes	■	□	□	□	
3.8 Conduite des installations					
<p>Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.</p> <p>Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée, lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel « du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression et des récipients à pression simples » ; - pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il inter vienne directement sur le site. <p>L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications</p>					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
<p>périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'anomalie(s) provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci est protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination du (des) défaut(s) par le personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.</p>					
3.8 Caractère permanent de la surveillance de l'exploitation des installations, sauf dans les cas prévus ci-dessus	■	□	□	□	
3.8 Présence des procédures écrites citées au troisième paragraphe du présent article	■	□	□	□	
3.8 Présence, dans les procédures écrites, des indications de fréquence et de nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation	■	□	□	□	
3.9 Efficacité énergétique					
L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.					
3.9 Réalisation du contrôle périodique de l'efficacité énergétique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé (respect du délai, réalisation par organisme agréé, présence du rapport et vérification du respect des dispositions relatives notamment aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique).	■	□	□	□	
4 RISQUES					
4.1 Localisation des risques					
L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences, directes ou indirectes, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.					
4.1 Présence d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/212152/0 Absence de plan
4.1 Présence d'une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/212218/0 Absence de plan
4.2 Moyens de secours contre l'incendie					
<p>Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz ". Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes dans les locaux ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un système de détection automatique d'incendie comme mentionné au point 2.16 de la présente annexe. <p>Ces moyens peuvent être complétés en fonction des dangers présentés et de la ressource en eau disponible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite des locaux se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ; - de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.					
4.2 Présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.2 Présence et implantation des appareils d'incendie (bouches poteaux) le cas échéant	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.2 Présence et implantation d'un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs)	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.2 Présence d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz " auprès des extincteurs	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.2 Présentation d'un justificatif de la vérification annuelle de ces matériels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/212359/0 Absence CR contrôle PI et détection incendie datant de moins d'un an
4.5 Consignes de sécurité					
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ; - l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au 					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
point 2.11 ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.					
4.5 Présence de chacune de ces consignes	■	□	□	□	
4.6 Consignes d'exploitation					
Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien.) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ; - les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.					
4.6 Présence de chacune de ces consignes	■	□	□	□	
5 EAU					
5.2 Prélèvements					
Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m3/j. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.					
5.2 Dans le cas d'installations prélevant de l'eau dans le milieu naturel, présence de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée	□	□	□	■	Code Obs: EK/240223/212923/0 Sans objet car cette prescription

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
					n'est pas applicable à l'installation en l'absence de prélèvement d'eau direct dans le milieu naturel.
5.2 Dans le cas d'installations prélevant de l'eau dans le milieu naturel avec un débit supérieur à 10 m3/j, présence des résultats des mesures hebdomadaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/212935/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence de prélèvement d'eau direct dans le milieu naturel.
5.2 Présence d'un dispositif anti-retour sur le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable	■	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
5.4 Réseau de collecte et eaux pluviales					
Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 5.6 avant rejet au milieu naturel. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.					
5.4 Vérification que le réseau de collecte est de type séparatif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/270223/135254/0 Absence de plan des réseaux
5.4 Présentation des fiches de suivi du nettoyage des équipements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/280223/111418/0 Absence d'eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées au vu de l'installation
5.4 Si solution alternative appliquée aux eaux pluviales non polluées : justification de la compatibilité avec les objectifs du SDAGE (du SAGE s'il existe)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/135344/0 Sans objet, pas de solution alternative appliquée

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
5.5 Mesure des volumes rejetés					
La quantité d'eau rejetée est mesurée journallement ou à défaut, évaluée à partir d'un bilan matière sur l'eau, tenant compte notamment de la mesure des quantités d'eau prélevées dans le réseau de distribution publique ou dans le milieu naturel.					
5.5 Présence des résultats des mesures ou de l'évaluation à partir d'un bilan matière sur l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/270223/135420/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence de rejet de l'installation dans le réseau d'eaux usées ou dans le milieu naturel.
5.9 Mesure périodique de la pollution rejetée					
Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.6 de la présente annexe est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.					
5.9 Présence des résultats des mesures selon la fréquence définie, des paramètres décrits ci-dessus	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/270223/135437/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence de rejet de l'installation dans le réseau d'eaux usées ou dans le milieu naturel.
5.9 Vérification de la présence d'agrément de l'organisme qui a fait les mesures	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/270223/135456/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence de rejet de l'installation dans le réseau d'eaux usées ou dans le milieu naturel.

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
5.9 Conformité des résultats de mesure avec les valeurs limites d'émission applicable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/270223/135507/0 Sans objet car cette prescription n'est pas applicable à l'installation en l'absence de rejet de l'installation dans le réseau d'eaux usées ou dans le milieu naturel.
5.10 Traitement des hydrocarbures					
En cas d'utilisation de combustibles liquides, les eaux de lavage des sols et les divers écoulements ne peuvent être évacués qu'après avoir traversé au préalable un dispositif séparateur d'hydrocarbures, à moins qu'ils soient éliminés conformément au titre 7 de la présente annexe. Ce matériel est maintenu en bon état de fonctionnement et périodiquement entretenu pour conserver ses performances initiales. Lorsque la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dépasse 10 MW, ce dispositif est muni d'un obturateur automatique commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteint sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures.					
5.10 en cas d'utilisation de combustibles liquides, présence d'un séparateur d'hydrocarbures permettant le traitement des eaux de lavage des sols et des divers écoulements, sauf si ceux-ci sont éliminés comme des déchets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/270223/135525/0 Sans objet, non applicable car le combustible utilisé ici est de type gazeux
5.10 en cas d'utilisation de combustibles liquides, lorsque la puissance de l'installation dépasse 10 MW, présence d'un obturateur automatique sur le séparateur d'hydrocarbures commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteindrait sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/270223/135600/0 Sans objet, non applicable car le combustible utilisé ici est de type gazeux
6 AIR - ODEURS					
6.2 Valeurs limites et conditions de rejet					
6.2.1 Combustible utilisé					
Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration et aux caractéristiques préconisées par le constructeur des appareils de combustion. Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A. Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
6.2.1 NCM Conformité des combustibles utilisés avec ceux figurant dans le dossier de déclaration	■	□	□	□	
6.2.3 Vitesse d'éjection des gaz					
<p>A. - Pour les turbines et moteurs, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à 25 m/s. Lorsque les émissions sont évacuées par une chaudière de récupération, les vitesses d'éjection applicables sont celles fixées au point B du présent point.</p> <p>B. - Pour les autres appareils de combustion, la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 m/s pour les combustibles gazeux et le fioul domestique ; - 6 m/s pour les combustibles solides et la biomasse ; - 9 m/s pour les autres combustibles liquides. 					
6.2.3 Vérification de la vitesse d'éjection : mesurée lors de la mesure périodique de la pollution rejetée) ou calculée grâce au débit mesuré lors de la mesure périodique de la pollution rejetée et à la section de la cheminée	□	□	■	□	Code Obs: EK/240223/213620/0 Absence de la valeur de la vitesse d'éjection dans le rapport
6.2.4 Valeurs limites d'émission (autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur					
<p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux. <Se référer à l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour plus de détails></p>					
6.2.4 NCM Conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables	■	□	□	□	
6.2.5 Valeurs limites de rejet (turbines et moteurs)					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
<Ce point détaille les valeurs limite d'émission applicables aux turbines et moteurs. Se référer à l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour plus de détails>					
6.2.5 NCM Conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/214018/0 Prescription non applicable en l'absence de turbines et moteurs
6.2.6 Valeurs limites de rejet (générateur de chaleur directe)					
Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux générateurs de chaleur directe.<Se référer à l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour plus de détails>					
6.2.6 NCM Conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/280223/111634/0 Prescription non applicable en l'absence de générateurs de chaleur directe
6.2.7 Utilisation de plusieurs combustibles					
<Ce point détaille les valeurs limite d'émission applicables en cas d'utilisation de plusieurs combustibles. Se référer à l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour plus de détails>					
6.2.7 NCM Conformité des résultats des mesures visées au point 6.3 de la présente annexe (Mesure périodique de la pollution rejetée), ramenés aux conditions spécifiées ci-dessus avec les valeurs limites d'émission applicables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/240223/214118/0 Absence d'utilisation de plusieurs combustibles
6.3 Mesure périodique de la pollution rejetée					
<p>I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des</p>					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
<p>échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p> <p>III. Pour les appareils de combustion « fonctionnant moins de 500 h par an » des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p> <p>IV. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.</p> <p>V. Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p> <p>Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p> <p>VI. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p> <p>VII. Pour les installations de séchage, au lieu des mesures prévues au présent point et au point 6.4 de la présente annexe, des modalités différentes, reconnues spécifiquement par le ministère chargé des installations classées, peuvent être mises en place, pour justifier du respect des valeurs limites imposées au point 6.2.7 de la présente annexe.</p>					
6.3 NCM Présence des résultats des mesures périodiques réglementaires du débit rejeté et des teneurs en O ₂ , SO ₂ , poussières, NO _x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère faites par un organisme agréé	■	□	□	□	

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
6.4 Surveillance de la performance des systèmes de traitement					
<p>I. - Lorsque l'installation met en oeuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. - Lorsque l'installation met en oeuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>					
6.4 Présence des éléments attestant du bon fonctionnement des dispositifs de traitement des émissions de SO ₂ , de poussières et de NOx	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Code Obs: EK/240223/214328/0 Absence de dispositifs de traitement des émissions
6.7 Livret de chaufferie					
Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie. En outre, la tenue du livret de chaufferie est réalisée conformément à l'annexe de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.					
6.7 Présence du livret de chaufferie indiquant les résultats des contrôles et opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
7 DECHETS					
7.5 Déchets dangereux					
Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.					
7.5 NCM Présence des bordereaux de suivi de déchets et des documents justificatifs de traitement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Code Obs: EK/280223/111837/0 Lors du contrôle initial : Absence de BSD et des documents justificatifs de traitement des déchets

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
					Lors du contrôle complémentaire : Sans objet, non applicable en l'absence de déchet générés par l'installation
7.7 Epandage					
<p>I. - Seules certaines cendres issues de la combustion de biomasse peuvent être épandues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cendres récupérées par voie sèche ou humide sous le foyer ; - les cendres récupérées par voie sèche ou humide sous le multicyclone ; - les cendres volantes issues de technologies de combustion par lit fluidisé ou spreader stoker, qui respectent les critères de retour au sol. <p>L'épandage de tout autre déchet, des eaux résiduaires et des boues est interdit.</p> <p>II. - L'épandage des cendres respecte les dispositions de l'annexe III. Celles-ci peuvent être adaptées par arrêté préfectoral aux circonstances locales.</p> <p>III. - Les dispositions du présent point s'appliquent à compter du 1er septembre 2024. Pour les installations de combustion qui épandent des cendres sous-multicyclone seules ou en mélange avec des cendres sous-foyer, ou des cendres volantes issues de technologies de combustion par lit fluidisé ou spreader stoker, la fréquence d'analyse des cendres est effectuée par lot de 100 tonnes maximum de cendres sur matières sèches, ou annuellement pour les appareils de combustion dont les tonnages annuels sont inférieurs à 100 tonnes sur matières sèches. Lorsque la collecte des cendres sous foyer et des cendres sous multi-cyclone se fait séparément, les analyses se font séparément. Dès lors que les résultats d'analyse sont conformes, les cendres peuvent être épandues seules ou en mélange. Lorsque la collecte des cendres sous foyer et des cendres sous multi-cyclone se fait en mélange, les analyses se font sur le mélange. Dès lors que les résultats d'analyse sont conformes, les cendres peuvent être épandues en mélange.</p> <p>IV.- Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 10 MW, et dont les cendres sous-multicyclone sont épandues, sont dotés, au plus tard le 1er septembre 2024, d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous multi-cyclone, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Les appareils de combustion de biomasse déclarés avant le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.</p> <p>V. - Les appareils de combustion de biomasse d'une puissance thermique nominale</p>					

Intitulé de la rubrique : RUBRIQUE 2910	C	NCM	ANC	SO	Observations
supérieure ou égale à 5 MW dont la déclaration ou la modification de la déclaration est déposée à compter du 1er janvier 2024, et pour lesquels les cendres sous multi-cyclone seront épandues, sont dotés d'un dispositif permettant de séparer les cendres sous foyer et sous-multicyclone. Les appareils de combustion de biomasse déclarés après le 1er janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 5 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.					
7.7 NCM Présence de l'étude préalable d'épandage contenant l'ensemble des éléments décrits au point B de l'annexe III	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/142643/0 Absence d'épandage
7.7 NCM Présence d'un cahier d'épandage contenant l'ensemble des éléments mentionnés au point F de l'annexe III	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/142712/0 Absence d'épandage
7.7 NCM Présence des résultats d'analyses de chaque chargement de cendres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/142741/0 Absence d'épandage
7.7 Présence d'échantillon témoin pour chaque chargement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/142809/0 Absence d'épandage
7.7 NCM Conformité des résultats d'analyses des cendres épandues avec les contraintes fixées au point G2 de l'annexe III	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/142843/0 Absence d'épandage
7.7 NCM Séparation des cendres sous-foyer et sous multicyclone, selon les dispositions précisées au point 7.7 de l'annexe I au présent arrêté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/142908/0 Absence d'épandage
7.7 NCM Vérification de la réalisation de mesures de dioxines/furanes sur les cendres en cas de dépassement dans les fumées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	■	Code Obs: EK/270223/142933/0 Absence d'épandage

SYNTHESE DU CONTRÔLE COMPLEMENTAIRE

NON-CONFORMITES FAISANT L'OBJET DU CONTROLE COMPLEMENTAIRE		
N°NCM		
1	<p>7.5 NCM Présence des bordereaux de suivi de déchets et des documents justificatifs de traitement EK/280223/111837/0</p> <p>Lors du contrôle initial : Absence de BSD et des documents justificatifs de traitement des déchets</p> <p>Lors du contrôle complémentaire : Sans objet, non applicable en l'absence de déchet générés par l'installation</p>	Soldée <input checked="" type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>

CONCLUSION

L'ensemble des non-conformités majeures constatées lors du contrôle périodique du 09/02/2023 sont levées.

Le Contrôleur : Emilie KAUFFMANN

Le 22/03/2024

ANNEXE 1 : Copie de la demande écrite de l'exploitant.

DOCUMENTS ANNEXES

DEMANDE ECRITE DE L'EXPLOITANT

Référence du dossier : 797217-16905552
Rapport de contrôle initial transmis le 28/02/2023

Je soussigné M BIANCO Stéphane

Représentant(e) de la société UGECAM Provence Alpes Côte d'Azur Corse et Corse

Déclare faire appel à BUREAU VERITAS EXPLOITATION pour la réalisation du contrôle complémentaire d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à déclaration comme prévu à l'article R.512-59-1 du Code de l'Environnement (prestation décrite dans la proposition financière et commerciale référencée 0797217/220707-2308-83 – Prestation 1.2 à 480,00€ H.T / Commande n° CL 34002 1 du 18/10/2022).

La rubrique de la nomenclature dont relève les installations pour le contrôle complémentaire :

- Rubrique 2910

Adresse du site : IME JEAN ITARD COLLOBRIERES

Fait à : Collobrieres

Le : 22/01/2023

Signature et
Cachet commercial :

P/la Directrice de l'UGECAM et par Délégalion
Le Responsable Sécurité Maintenance Entretien
Des Etablissements du Var
Stéphane BIANCO